

**Le Défi Media Group - Mauritius News Information Portal -
Defimedia.info : découvrez l'actualité de l'île Maurice en direct -**

<http://www.defimedia.info>

L'économiste Eric Ng « Maurice ne peut tourner le dos à l'Europe du jour au lendemain »

<http://www.defimedia.info/articles/7862/1/Leconomiste-Eric-Ng-Maurice-ne-peut-tourner-le-dos--a-lEurope-du-jour-au-lendemain/Page1.html>

By Christina Vilbrin

Christina Vilbrin

Published on 07/23/2011

Eric Ng, directeur du cabinet PluriConseil, craint fort qu'il y ait une rechute de l'économie mondiale cette année. La solution clé pour Maurice, selon l'économiste, serait de diversifier ses marchés tout en adoptant la bonne politique d'accès aérien.

Eric Ng, directeur du cabinet PluriConseil, craint fort qu'il y ait une rechute de l'économie mondiale cette année. La solution clé pour Maurice, selon l'économiste, serait de diversifier ses marchés tout en adoptant la bonne politique d'accès aérien.

> Quelles sont les répercussions possibles de la crise de la dette souveraine aux États-Unis et en Europe sur Maurice ?

Il faut d'abord savoir l'effet de cette crise sur l'Europe et les États-Unis. Si on n'arrive pas à trouver une solution pour résoudre le refinancement de la dette souveraine de la Grèce, cela va affecter la zone euro. Pour pouvoir relancer son économie et repayer ses dettes, la Grèce devra apporter des réformes importantes. Si elle n'y parvient pas, elle devra quitter la zone euro et reprendre sa monnaie nationale. Pour ce qui est des États-Unis, le Congrès doit arriver à un accord pour relancer le plafond légal de la dette publique. Au cas contraire, les États-Unis risquent de perdre sa note AAA. Ce qui fera grimper les taux d'intérêt et pénalisera la reprise aux États-Unis. S'il y a une récession en Europe, nos exportations à Maurice vont souffrir.

> Dans le secteur manufacturier, on craint une baisse au niveau des commandes. Certains opérateurs touristiques appréhendent une mauvaise saison. Même la Bourse est affectée par les affres financières à l'étranger. Jusqu'où pourrait s'étendre la contagion ?

Tous les pays qui exportent en Europe vont être affectés. Nous ne devons pas rester là à nous plaindre. Nous devons poursuivre la diversification des marchés hors de la zone euro. Il n'y a pas trente-six solutions.

> Maurice étant largement euro-centrique, l'ouverture vers les marchés émergents est-elle la solution au cas où la crise européenne persisterait pour encore de longs mois ?

Nous avons une dépendance excessive de l'Europe. Toutefois, on ne peut pas tourner le dos à l'Europe du jour au lendemain alors que nous avons développé avec eux des relations commerciales depuis plus de 40 ans. Le marché européen restera important, mais nous devons nous tourner vers d'autres marchés comme la Russie, la Chine, l'Inde, les pays du Moyen-Orient, entre autres. C'est bien de diversifier nos marchés, mais encore faut-il que nous ayons des accès aériens vers ces pays. Il est donc très important que nous soyons connectés à travers le monde.

> Se dirige-t-on vers une nouvelle crise économique mondiale ?

On a eu une petite reprise en 2010. On encourt cette année le risque qu'il y ait une autre récession mondiale après celle de 2008. On peut s'attendre à une rechute en 2011 et 2012.

> L'existence de l'euro est remise en question. Dans l'éventualité de l'effondrement de la monnaie unique quelles seront les implications pour Maurice dont le plus gros partenaire commercial est l'Europe avec près de 70 % de nos exportations ?

Dans un premier temps, un ou deux pays quitteront la zone euro. La Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie sont les plus menacés. La part de nos exportations vers l'Italie et l'Espagne, de l'ordre de 14 % en 2010, est non négligeable. Si jamais ces deux pays quittent la zone euro et reprennent leur monnaie nationale, c'est sûr que leur devise sera surévaluée par rapport à l'euro. La roupie va donc s'apprécier vis-à-vis de ces monnaies européennes. Ce qui diminuera nos recettes d'exportation. Toutefois, tous ceux qui exportent en Europe seront logés à la même enseigne.

> Avec la situation précaire en Europe et aux États-Unis peut-on s'attendre à un surenchérissement de la roupie dans les semaines à venir ?

La roupie pourrait continuer à s'apprécier face à l'euro. Elle restera plus ou moins stable vis-à-vis du dollar. S'il n'y a pas beaucoup d'investissements étrangers qui arrivent dans le pays, la monnaie locale sera quelque peu sous tension par rapport au dollar d'autant plus que le billet vert s'apprécie vis-à-vis de l'euro. Le dollar restera autour de Rs 29 à Rs 30.

> Le Joint Economic Council (JEC) tire la sonnette d'alarme et

réclame un « close watch » de l'économie. Vos commentaires...

Ce que le JEC est en train de dire n'est pas nouveau. On sait tous que l'investissement est en train de chuter. Simplement, il fallait tirer la sonnette d'alarme plus tôt. L'investissement privé n'a pas connu de croissance l'an dernier. Il risque de connaître une croissance négative cette année. Il faut que le secteur privé investisse pour créer de l'emploi.

> Dans l'éventualité où cette nouvelle crise gagnerait nos côtes, ne devrait-on pas envisager un nouveau mécanisme de soutien aux entreprises plus solides que l'Economic Restructuring & Competitiveness Programme (ERCP) ?

Attendons voir ! D'abord, il faut voir les résultats de l'ERCP. Le plus important, c'est qu'il ne faut pas revenir sur les politiques existantes avant d'envisager un autre plan de soutien au secteur privé. Je crois que c'est cela qui tracasse le plus le secteur privé. À titre d'exemple, il faut faire attention avant de remettre en cause les lois du travail qui ont permis au secteur privé de préserver des emplois ces dernières années alors que nous traversons une crise. Il faut de bonnes politiques fiscales et monétaires.

> L'inflation demeure à un taux relativement élevé. Quelle approche devrait-on adopter pour réduire ses effets sur la population ?

On fait face à un sérieux dilemme entre l'inflation et la croissance. Le taux de l'inflation reste à des niveaux élevés même s'il y a un tassement relatif de l'inflation ces temps-ci. D'autre part, les risques contre la croissance semblent augmenter. Je ne sais pas ce que le comité de la politique monétaire va décider le 12 septembre. On sait que la Banque de Maurice envisage une hausse du taux d'intérêt, mais il faut bien peser le pour et le contre.

Propos recueillis par
Christina Vilbrin